

Publications périodiques

Comptes annuels

BATI LEASE

Société anonyme au Capital de 9 366 900 €
Siège Social : 7 rue Philippe Noiret, 59871 Saint André Cedex
468 501 507 RCS Lille
Code APE : 6491Z

Comptes annuels au 31 décembre 2017

Approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 2018

I. — BILAN ET HORS-BILAN

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilés		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1.E/G	12 199	31 944
Opérations avec la clientèle	1.A/E	14 568	14 245
Obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
Actions et autres titres à revenu variable		361	357
Participations et autres titres détenus à long terme		0	822
Parts dans les entreprises liées		100	100
Opérations de crédit-bail et de locations simples	1.C/D/E	586 364	620 305
Immobilisations incorporelles	1.F	16	32
Immobilisations corporelles	1.F	2 897	3 089
Autres Actifs	1.H	3 063	2 605
Comptes de régularisation	1.I	10 083	6 119
TOTAL DE L'ACTIF		629 651	679 618
Hors-bilan			
Engagements donnés			
Engagements de financement	2.B	70 177	75 283
Engagements de garantie	2.C	0	0
Engagements sur titres			
Engagements sur instruments financier a terme	2.A	0	0
PASSIF			
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	1.G/J	533 714	572 235
Opérations avec la clientèle		404	526
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	1.L	46 272	56 554
Comptes de régularisation	1.M	4 066	3 239
Provisions	1.K	979	624
Dettes subordonnées		2	1 505
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		0	0
Capitaux propres hors FRBG			
Capital souscrit	1.N	9 367	9 367
Primes d'émission	1.N	5 565	5 565
Réserves	1.N	27 013	24 626
Ecart de réévaluation	1.N	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	1.N	86	292
Report à nouveau	1.N	0	0
Résultat de l'exercice (+/-)	1.N	2 183	5 085
TOTAL DU PASSIF		629 651	679 618
Hors-bilan			
Engagements reçus			
Engagements de financement	2.B	27 291	20 125
Engagements de garantie	2.C	88 720	86 338
Engagements sur titres		0	0

II. — COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros.)

	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	210	147
Intérêts et charges assimilés	-10 379	-11 059
Produits sur opérations de crédit bail et de location simple	120 917	109 150
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple	-100 259	-84 603
Revenus des titres à revenu variable	360	0
Commissions (produits)	351	426
Commissions (charges)	-632	-486
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	3
Autres produits d'exploitation bancaire	5 619	1 012
Autres charges d'exploitation bancaire	-3 144	-87
Produit net bancaire	13 043	14 503
Charges générales d'exploitation	-7 394	-6 769
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-207	-213
Résultat brut d'exploitation	5 442	7 521
Coût du risque	-1 324	262
Résultat d'exploitation	4 118	7 783
Gains ou pertes sur actif immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	4 118	7 783
Résultat exceptionnel	-1	0
Impôt sur les bénéfices	-2 140	-2 765
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	206	67
RESULTAT NET	2 183	5 085

III. — NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**1. Cadre général****a) Cadre juridique et financier**

BATI LEASE est un établissement de crédit spécialisé dans le crédit-bail immobilier dont le statut et le fonctionnement sont définis par l'article L. 313-7 du Code monétaire et Financier.

Le capital social de BATI LEASE s'élève à 9 366 900 € et est composé de 468 345 actions de nominal 20 € entièrement libérées.

b) Faits caractéristiques de l'exercice

En date du 2 octobre 2017, la société NATIXIS LEASE s'est portée acquéreuse de l'intégralité des parts sociales de la SAS BATI LEASE devenant ainsi son actionnaire unique.

c) Evénements postérieurs à la clôture

Au 1^{er} janvier 2018, la société BATI LEASE a incorporé le groupe d'intégration fiscale de NATIXIS SA.

2. Principes et méthodes comptables

NOTE 1 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les comptes individuels annuels de BATI LEASE sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

NOTE 2 – CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Les créances impayées de plus de 90 jours font l'objet d'un provisionnement à hauteur de la quote-part non couverte en garantie conformément aux règles de provisionnement applicables aux entités du groupe NATIXIS LEASE. Le montant de l'impact en produit net bancaire s'élève à 3,9 M€ suite au changement des règles de provisionnement des créances impayées, et est compensé par un prélèvement du même montant sur la couverture du risque venant ainsi neutraliser cet effet.

La couverture du risque a fait l'objet d'un abondement exceptionnel de 1,5 M€ en décembre 2017 sur décision du Conseil d'Administration de BATI LEASE, impactant négativement le coût du risque de la société.

NOTE 3 – METHODES D'EVALUATION

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations propres

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange. Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

— Amortissements

Les encours bruts sont ventilés en composants, lesquels reposent sur l'existence de durées d'utilisation différentes entre chacun des éléments distincts constituant un même bien. Les coûts d'emprunt ne rentrent pas dans la détermination de la valeur brute des immobilisations.

Une répartition-type par composant a été appliquée pour chaque immeuble.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Composants	Durée d'utilité
- Terrain	Non concerné
- Façades non destructibles	Non concerné
- Façades / Couverture / Etanchéité	Entre 25 et 30 ans
- Fondations / Ossatures	Entre 40 et 60 ans
- Equipements techniques	20 ans
- Aménagements intérieurs	Entre 15 et 18 ans

b) Opérations de crédit-bail

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

— *Crédit bail « en cours »*

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des immeubles dans le patrimoine.

— *Crédit-bail « en service »*

A la mise en service, les immobilisations sont enregistrées pour le montant de l'assiette financière.

L'écart entre la valeur d'acquisition et l'assiette financière est constaté en dettes fournisseurs.

— *Amortissements*

Les immeubles sont amortis linéairement sur des durées conformes aux règles fiscales, pour tous les contrats mis en service jusqu'au 31 décembre 2006.

A compter du 1^{er} janvier 2007, BATI LEASE a opté pour le régime de l'amortissement financier. Ce régime permet de répartir les amortissements des constructions et des frais sur la durée des contrats de crédit-bail correspondants.

Lorsque l'amortissement financier excède l'amortissement comptable, une dépréciation dite « article 57 » est constituée afin de couvrir la moins-value que fera apparaître la cession de l'immeuble à l'issue du contrat.

— *Dépréciation d'actifs en crédit-bail*

Lorsqu'il existe un risque probable ou certain que l'actif, objet du contrat, demeure à terme la propriété de BATI LEASE (option non levée) et présente une valeur comptable supérieure à sa valeur estimée de marché, la moins-value latente correspondante est provisionnée.

Toute résiliation ou résolution de contrat entraîne un examen de la valeur bilancielle et de la valeur vénale du bien, l'écart éventuel constaté pouvant conduire à une dépréciation de la valeur de l'actif.

Les mouvements de dépréciations afférents aux actifs loués en crédit-bail sont inscrits en produit net bancaire.

c) Location simple

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des immeubles dans le patrimoine.

Les constructions sont amorties selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation déterminée pour chaque type de support immobilier.

Cette rubrique peut être subdivisée en deux parties. L'une concernant les immeubles acquis dès l'origine pour être loués sous forme de baux commerciaux classiques, l'autre se rapportant aux immeubles ayant fait l'objet d'un contrat de crédit - bail résilié.

— *Amortissements*

Le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et le règlement CRC 2004-06 sur la définition et l'évaluation des actifs ont été appliqués depuis le 1^{er} janvier 2013 aux immeubles en location simple et aux immeubles temporairement non loués.

L'avis du CNC n° 2006-C du 4 octobre 2006 a été appliqué à compter du 1^{er} janvier 2013 aux immobilisations temporairement non louées.

Les encours bruts sont ventilés en composants, lesquels reposent sur l'existence de durées d'utilisation différentes entre chacun des éléments distincts constituant un même bien. Les coûts d'emprunt ne rentrent pas dans la détermination de la valeur brute des immobilisations.

Une répartition-type par composant a été appliquée pour chaque immeuble.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Composants	Durée d'utilité
- Terrain	Non concerné
- Façades non destructibles	Non concerné
- Façades / Couverture / Etanchéité	20 ans
- Fondations / Ossatures	30 ans
- Voirie et réseaux divers	20 ans
- Equipements techniques	10 ans
- Aménagements intérieurs	8 ans

Les composants sont amortis sur la base de leur valeur brute diminuée de la valeur résiduelle et sur leur durée d'utilisation. La valeur résiduelle est définie comme la valeur actuelle de l'actif à la fin de sa durée probable d'utilisation. La valeur résiduelle des composants autres que le terrain et les façades non destructibles est réputée nulle.

L'avis du CNC n° 2006-C précise « en cas de rupture du contrat initial, les amortissements relatifs aux immobilisations temporairement non louées sont poursuivis jusqu'à un éventuel changement de destination de celles-ci ou jusqu'à la date de leur cession ».

Les amortissements des immobilisations temporairement non louées sont conservés durant la période d'observation, estimée à deux années, à compter du 1^{er} janvier 2007.

— Dépréciation des immeubles de location simple

Le patrimoine est évalué sur la base d'expertises diligentées à la demande de la Direction de BATI LEASE.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur vénale hors droit est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation.

Les mouvements de dépréciations afférents aux immeubles de location simple sont inscrits en produit net bancaire.

d) Crédit bail « temporairement non loués »

Il s'agit de la rubrique sous laquelle sont reclassés les immeubles dont le contrat a été résilié. A compter de la date de résiliation, les constructions sont amorties selon les règles de droit commun, c'est-à-dire amortissement linéaire sur la durée probable d'utilisation résiduelle.

Ces immeubles trouvent une nouvelle destination, soit lors d'une cession, soit par la signature d'un bail commercial, soit par la signature d'un nouveau contrat de crédit bail immobilier.

— Dépréciation sur ITNL (immobilisations issues de contrats résiliés)

Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un transfert au poste « Immobilisations temporairement non louées », BATI LEASE procède ou fait procéder à une évaluation de cet actif par des experts. Lorsque cette évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable de l'actif, une dépréciation est comptabilisée.

Annuellement, la totalité de ces immeubles fait l'objet d'une évaluation ligne à ligne en valeurs de marché par expertises externes et accessoirement internes pour les actifs peu significatifs en valeur.

e) Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

— Créances douteuses

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Les sommes restées impayées en crédit bail sont reclassées systématiquement en créances douteuses, au plus tard à l'issue d'un délai de 3 mois (9 mois pour les collectivités locales), conformément aux normes du Groupe.

Les sommes restées impayées en gestion locative sont reclassées systématiquement en créances douteuses, au plus tard à l'issue d'un délai de 6 mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse

doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis.

— *Dépréciation des créances*

Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de dépréciations pour pertes avérées couvrant l'ensemble des pertes prévisionnelles. Le risque est apprécié créance par créance en tenant compte de la valeur des garanties reçues.

Les indemnités de résiliation facturées afférentes aux contrats de crédit-bail sont intégralement dépréciées.

Les mouvements de dépréciations afférents aux créances douteuses sont inscrits en produit net bancaire pour leur montant total (capital et intérêts).

f) Subventions

BATI LEASE est amenée à percevoir des subventions d'investissement, en sa qualité de propriétaire des immobilisations, auprès de différentes collectivités territoriales. Ces subventions ne constituent pas un produit pour BATI LEASE, mais viennent en diminution de l'assiette financière du crédit-bail.

Traitement comptable :

BATI LEASE enregistre en « autres passifs » à son bilan les subventions qui lui ont été allouées (la contrepartie étant le compte « banque », ou le compte « subventions à recevoir »).

Lors de la mise en loyers, la subvention est transférée progressivement au compte de résultat au même rythme que les amortissements financiers.

g) Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

— *Créances avec les établissements de crédit*

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

— *Créances avec la clientèle*

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

— *Créances douteuses*

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les créances douteuses sont déterminées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

En particulier, sont reclassés systématiquement en créances douteuses au plus tard à l'issue d'un délai de trois mois, les crédits présentant des retards de règlement.

— *Dépréciation*

Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier et inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et intégralement dépréciés.

— *Dettes envers les établissements de crédit*

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Elles sont principalement constituées des dettes qui financent les opérations de crédit-bail et de prêt.

h) Participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les parts dans les entreprises liées sont enregistrées au coût historique. A la clôture de l'exercice, elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

La valeur d'usage est appréciée notamment au regard de leur utilité pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels). Les moins values latentes, calculées par ligne de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus values latentes constatées. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

i) Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03.

j) Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

BATI LEASE utilise ces instruments exclusivement pour des besoins de couverture (micro ou macro couverture). Ils sont généralement conservés jusqu'à leur échéance. Toutefois, lorsque des mouvements affectent les actifs que ces instruments sont censés couvrir (cessions, levées d'option anticipées) des arbitrages sont réalisés avec des rachats anticipés partiels et le remplacement par des instruments offrant une couverture plus performante.

— *Opérations fermes : Swaps*

Le nominal des engagements est enregistré en hors-bilan. Compte tenu des affectations retenues pour les swaps, les résultats sont enregistrés au fur et à mesure de leur réalisation effective. Les intérêts courus sont comptabilisés prorata temporis à la clôture.

— *Opérations conditionnelles : Caps, Floors, Collars*

Ces opérations conditionnelles sont enregistrées en hors-bilan pour leur montant nominal.

Les primes payées ou encaissées sont inscrites en comptes de régularisation et reprises en charge ou en produit au prorata temporis.

Le différentiel de taux payé ou encaissé à chaque échéance est enregistré en charge ou en produit dans le compte de résultat.

La fraction courue de la charge ou du produit de différentiel d'intérêts, décomptée en fonction de la situation connue à la clôture des taux de référence par rapport aux taux butoirs, est inscrite en charges à payer ou en produits à recevoir.

k) Engagements hors-bilan

— Engagements de garantie reçus

Il s'agit des contre-garanties reçues sur opérations de crédit-bail et immeubles du patrimoine locatif issus des contrats de crédit-bail.

— *Engagements de financement reçus*

Ces engagements correspondent aux lignes de financement confirmées accordées par NATIXIS.

— *Engagements donnés*

Ils correspondent aux engagements en faveur de la clientèle et sont calculés conformément aux normes réglementaires SURFI.

l) Intérêts et assimilés

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Ces postes sont principalement constitués des agios sur les comptes bancaires débiteurs, du coût des refinancements à moyen et long terme auprès des établissements de crédit notamment NATIXIS.

m) Produits sur opérations de crédit bail et de location simple

Ils sont constitués des redevances de crédit-bail, des loyers des baux commerciaux, des charges refacturées, des plus-values de cessions, des dotations et reprises de dépréciations sur créances, des reprises de dépréciation sur immobilisations, des pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire.

Dans la plupart des cas, les loyers sont facturés d'avance, mais ils peuvent être également facturés à terme échu. La périodicité peut être mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Les loyers sont enregistrés en produits comptabilisés d'avance pour la période postérieure à la date d'arrêté, et en produits à recevoir pour la période courant de la dernière échéance à la date d'arrêté.

n) Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple

Elles regroupent les dotations aux amortissements et provisions des immobilisations, les moins values de cessions, les dotations aux provisions pour risques ainsi que les charges récupérables ou non récupérables afférentes aux immeubles.

o) Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

p) Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent principalement :

- des impôts et taxes,
- des frais généraux et de fonctionnement.

q) Coût du risque

Le coût du risque enregistre les pertes irrécouvrables, les dotations et reprises de dépréciations sur la part de capital, intérêts des prêts classés en douteux.

r) Impôts sur les sociétés

Ce poste enregistre l'impôt calculé et également les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal lié à l'impôt sur les sociétés.

3. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

(montants exprimés en milliers d'euros)

1 NOTES SUR LE BILAN

1.A Crédit à la clientèle

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir				Non ventilées	31/12/2017 TOTAL	31/12/2016 TOTAL
	- 3 mois	+ 3 m -1 an	+ 1 an - 5 ans	+5 ans			
Comptes ordinaire débiteurs	60					60	155
Autres crédits à la clientèle	482	792	4 107	8 808		14 190	13 945
Créances rattachées	9					9	3
TOTAL	551	792	4 107	8 808	0	14 259	14 102

1.B Encours financier

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir				31/12/2017 TOTAL	31/12/2016 TOTAL
	- 3 mois	+ 3 m -1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans		
Crédit bail, encours financiers	13 045	42 438	210 074	276 570	542 128	568 449
TOTAL	13 045	42 438	210 074	276 570	542 128	568 449

1.C Encours comptable

(En milliers d’euros.)	IMMOBILISATIONS						
Crédit Bail/Location Simple	Valeur brute comptable 1/1/2017	Mouvements de l’exercice 2017					Valeur brute comptable 31/12/2017
		Augmentations			Diminutions		
		Fusion	Acquisitions	Transferts	Cessions	Transferts	
En service	903 706		35 111	4 577	-38 846	-9 072	895 475
En cours	19 615		32 381		-31 207		20 789
ITNL	25 835		210	9 072	-1 834	-14 174	19 108
Total Crédit Bail	949 156		67 703	13 649	-71 888	-23 246	935 373
Location simple	15 860		1 134	9 968	-5 211	-7 885	13 866
TOTAL	965 016	0	68 836	37 265	-77 099	-54 377	949 239

(En milliers d’euros.)	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
	Amortis. au 01/01/2017	Mouvements de l’exercice 2017			Amortis. au 31/12/2017	Immo. nettes 31/12/2017
		Dotations	Reprises Cessions	Transferts		
En service	329 202	55 943	-37 233		347 912	547 563
Amortissements	311 528	53 995	-31 386		334 137	
Provisions	17 674	1 948	-5 846		13 775	
ITNL	1 831	-18	-419		1 395	24 384
Amortissements						
Provisions	1 831	-18	-419		1 395	
Total Crédit Bail	662 067	111 850	-75 303		698 615	571 947
CRC 2009-03	1 229		84			
Location simple	9 942	560	3 307		7 195	6 670
TOTAL	673 238	224 261	-71 996		705 810	578 617

1.D Créances rattachées au crédit bail et à la location simple

(En milliers d'euros.)	Valeur brute		Provisions				Total prov	Valeur nette
	31/12/2016	31/12/2017	1/1/2017	Dotations	Reprises	Virement	31/12/2017	31/12/2017
CREDIT BAIL :								
Créances douteuses								
. Sur loyers et accessoires	17 082	16 366	11 945	10 183	-5 000		17 128	-763
. Sur indemnité de résiliation	3 215	2 746	2 519	668	-909		2 278	468
Créances rattachées	4 579	4 962						4 962
s/total	24 875	24 073	14 463	10 851	-5 909		19 406	4 667
LOCATION SIMPLE :								
Créances douteuses								
. Sur loyers et accessoires	191	83	0	0	0		0	83
. Sur indemnité de résiliation	0	0	0	0	0			
Créances rattachées	-7	239	0	0	0			239
s/total	183	322	0	0			0	322
TOTAL	25 059	24 395	14 463	10 851	-5 909	0	19 406	4 989

1.E Tableaux de classement des créances, provisions

(En milliers d'euros.)	Créances (encours financier)				
	Saines	Douteuses	Douteuses compromises	Non ventilées	Total 31/12/2017
Créances sur éts de crédit	12 199				12 199
Créances sur la clientèle	14 259	398			14 657
Créances sur crédit-bail immobilier	902 063	9 002	19 301		930 367
Créances sur location simple	1 011	83			1 094
Prov./créances dout. Clientèle		89			89
Prov./créances dout. CB immob			-3 441		-3 441
Prov./créances dout. Location simple		0			0
Prov dépr. Donnés en CB immob				0	0
Prov dépr. Donnés en LS				0	0
Amortissement crédit-bail immobilier	-42 769		-9 204		-51 973
Amortissement location simple	-2 766				-2 766
s/total					873 370
TOTAL	883 997	9 572	6 656	0	900 226

Dont créances restructurées

1.F Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d’euros.)	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES					
Immobilisations propres	Valeur brute comptable 01/01/2017	Mouvements de l’exercice				Valeur brute comptable 31/12/2017
		Augmentations		Diminutions		
		Acquisitions	Transferts	Cessions	Transferts	
Immobilisations incorporelles à l’usage de l’établissement	2 225	0	0	-1 637	0	588
* Logiciels	2 225			-1 637		588
Immobilisations corporelles à l’usage de l’établissement	4 445	44	0	-170	0	4 319
* Immeuble Canon d’Or	3 311	44				3 354
* Terrain Canon d’Or	251					251
* Immeuble Lyon	613					613
* Terrain Lyon	51					51
* Immeuble en cours	47			-44		3
* Matériel de transport	13			-13		0
* Mobilier et matériel de bureau	159			-113		46

(En milliers d'euros.)	AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES					Valeur nette au 31/12/2017
	Amortis. au 01/01/2017	Mouvements de l'exercice			Amortis. au 31/12/2017	
		Dotations	Reprises Cessions	Transferts		
Immobilisations incorporelles à l'usage de l'établissement	2 194	16	-1 637	0	572	16
* Logiciels	2 194	16	-1 637		572	16
Immobilisations corporelles à l'usage de l'établissement	1 357	192	-126	0	1 423	2 897
* Immeuble Canon d'Or	1 087	148	0		1 236	2 119
* Terrain Canon d'Or	0				0	251
* Immeuble Lyon	117	31	0		148	465
* Terrain Lyon	0				0	51
* Immeuble en cours	0				0	3
* Matériel de transport	13	0	-13		0	0
* Mobilier et matériel de bureau	140	12	-113		39	7

1.G Tableau des filiales et participation

	Capital social	Capitaux propres	Pourcentage de détention	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat dernier exercice clos	Valeur brute comptable Début d'exercice	Fin d'exercice	Valeur nette comptable Début d'exercice	Fin d'exercice
A. Renseignements détaillés sur les titres dont la valeur brute dépasse 1 % du capital social									
BATI LEASE INVEST 7, rue Philippe Noiret 59871 SAINT ANDRE	100	110	100,00 %	402	1		NEANT		
B. Renseignements globaux sur les autres titres									
Participations dans les sociétés françaises					NEANT				
TOTAL						0	0	0	0

1.H Créances et dettes sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Créances Etablissement de crédit	12 199	31 944
dont Crédit Coopératif	10 063	0
Dettes Etablissement de crédit	533 714	572 235
dont Crédit Coopératif	0	574
TOTAL	545 913	604 753

1.I Autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels	0	0
Débiteurs divers	3 063	2 605
TOTAL	3 063	2 605

1.J Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Charges financières payées d'avance	29	119
Produits à recevoir	530	442
Comptes à régulariser vis à vis d'établissements de crédit	9 523	5 557
TOTAL	10 082	6 118

1.K Dettes sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir				TOTAL 31/12/2017	TOTAL 31/12/2016
	- 3 mois	+ 3 mois- 1 an	+ 1 an- 5 ans	+ 5 ans		
Comptes ordinaires					0	214
Comptes et emprunts à terme						
Groupe	32 165	47 986	209 625	243 117	532 893	570 857
Hors Groupe	0	0	0	0	0	
Dettes subordonnées à terme						
Groupe	0	0	0	0	0	1 503
Hors Groupe	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	821				821	1 165
TOTAL	32 986	47 986	209 625	243 117	533 714	573 740

1.L Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	Montant 01/01/2017	Fusion	Dotations	Reprises	Montant 31/12/2017
Charges engagées	624		541	-185	980
Redressement fiscal CVAE	0		0		0
Non décaissé s/opération CBI	0		0		0
TOTAL	624	0	541	-185	980

1.M Autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie	333	388
Dépôts de contreparties s/encours financiers	0	0
Contreparties sur produits	0	0
Avances-préteurs	23 984	26 531
Garanties reçues	43	43
Avances remboursables	0	0
Comptes courants créditeurs	0	0
Indemnités sinistres	0	0
Fournisseurs à payer	7 089	13 919
Etat et autres collectivités publiques	4 992	5 496
Subventions d'investissement	5 681	7 216
Autres créditeurs divers	4 149	3 424
TOTAL	46 272	57 017

1.N Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits constatés d'avance	2 335	2 276
Charges à payer	1 311	17
Divers comptes de régularisation	420	946
TOTAL	4 066	3 239

1.O Capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2016 Avant affect du résultat	Résultat 31/12/2017	Affectation résultat 2016	Fusion	Montant au 31/12/2017
Capital	9 367				9 367
Réserve légale					0
Réserve générale	24 626		2 387		27 013
Report à nouveau du secteur soumis	0				0
Dividendes			2 698		
Résultat	5 085	2 183	-5 085		2 183
Prime d'émission	5 565				5 565
Prime de fusion	0				0
provision réglementées	292				86
TOTAL	44 935	2 183	0	0	44 214

2 NOTES SUR LE HORS-BILAN**2.A Opérations sur instruments financiers à terme**

Néant

2.B Engagement de financement

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	70 177	0
Autres engagements		
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	70 177	0
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	27 291	27 278
De la clientèle		
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	27 291	27 278

2.C Engagement de garantie

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés		
Autres garanties	0	0
D'ordre de la clientèle		
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	88 720	82 362
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	88 720	82 362

2.D Autres engagements

Néant

3 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.A Intérêts charges et produits assimilés

Produits

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts sur comptes créditeurs	-108	-88
Autres produits divers d'intérêts		
Intérêts sur opérations avec la clientèle	318	235
Produit d'intérêts sur instruments de taux		
TOTAL	210	147

Charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts débiteurs du compte courant		
Intérêts des emprunts	10 309	10 983
Intérêts sur opérations avec la clientèle	70	76
Intérêts sur engagements de garantie reçus		
Charges sur instruments de taux		
TOTAL	10 379	11 059

3.B Opérations de crédit bail

Produits

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Loyers	70 605	68 411
Refacturations de charges	0	
Solde net des dotations aux provisions sur créances	0	0
Pertes sur créances irrécouvrables	0	0
Reprises dépréciations s/encours financiers et ITNL	0	0
Reprise de provisions spéciales (art 57 & 39)	0	0
Plus-values de cession d'immobilisations	0	0
Indemnités de résiliation	668	158
Provision sur indemnités de résiliation		
Reprise de provisions sur indemnité de résiliation	909	994
Autres produits	784	786
Reprises sur prov. pour risques et charges CB	0	77
TOTAL	72 966	70 426

Charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements	54 886	54 777
Dotations aux provisions sur immobilisations	13 281	6 691
Charges refacturables	0	0
Dotations aux provisions pour risques est charges	417	0
Moins-values de cession d'immobilisations	5 890	3 630
Autres charges	14 258	15 507
TOTAL	88 732	80 604

3.C Opérations de location simple*Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Loyers	660	686
Reprises dépréciation s/immeubles	0	0
Net des dot. & des rep.s/ dépr.des créances	0	0
Pertes s/ créances irrécouvrables	0	0
Reprises provisions	0	0
Plus-values de cession	1 971	0
Autres produits	-88	-122
TOTAL	2 544	564

Charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements	560	461
Dotations aux provisions pour dépréciation	0	0
Moins-values de cession sur immobilisations	0	0
Prov. pour risques et charges LS	0	0
Autres charges	0	0
TOTAL	560	461

3.D Revenus des titres

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Actions et autres titres à revenus variables	0	0
Participations et autres titres détenus à LT		
Parts dans les entreprises liées	360	0
TOTAL	360	0

3.E Commissions*Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de dossiers	84	25
Commissions de gestion	267	401
TOTAL	351	427

Charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Commissions sur opérations bancaires		
Commissions sur engagement de financement	608	485
Autres commissions	24	1
TOTAL	631	486

3.F Autres produits et charges d'exploitation*Produits*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres produits accessoires	5 619	1 012
TOTAL	5 619	1 012

Charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres charges d'exploitation bancaire	3 144	87
TOTAL	3 144	87

3.G Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts et taxes	802	784
Services extérieurs fournis par les sociétés du Groupe	1 505	1 434
Autres services extérieurs	0	0
Frais de personnel	5 087	4 550
Prov. pour risques et charges	0	0
TOTAL	7 394	6 769

3.H Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Charge <0 : Produit >0		
Net des dotations et des reprises sur cr.dx clientèle (principal)	585	34
Net des dotations et des reprises sur cr.dx CB (principal)	-1 938	-79
Créances irrécupérables CB (principal)	28	308
TOTAL	-1 324	263

3.I Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôt au taux normal	2 136	2 776
Impôt redressement fiscal		-17
Impôt contribution exceptionnelle	4	6
TOTAL	2 140	2 765

4. AUTRES INFORMATIONS**a) Identité de la société consolidante**

Les comptes individuels de BATI LEASE sont intégrés depuis le 1^{er} octobre 2017 dans les comptes consolidés de NATIXIS SA domiciliée au 30, avenue Pierre-Mendès France 75013 Paris.

b) Rémunération des organes d'administration et de direction

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Néant.

Rémunération de la Direction

Néant.

c) Honoraires des Commissaires aux comptes

Montants en milliers d'euros	KPMG		MAZARS		SOFIDEEC		TOTAL	
	Montant		Montant				Montant	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
AUDIT								
Commissariat aux comptes, examen des comptes	25	23	25	25	-4	1	46	50
Autres diligences et prestation directement liés à la mission du commissaire aux comptes								
TOTAL							46	50

IV. — AFFECTATION DU RESULTAT

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 d'un montant de 2 182 468,75 € de la manière suivante :

. Bénéfice de l'exercice	2 182 468,75 €
. Report à nouveau antérieur	0,00 €
Formant un bénéfice distribuable de	2 182 468,75 €
. Dividendes (soit 4,65 € par action)	2 177 804,25 €
. Report à nouveau	4 664,50 €
Total affecté	2 182 468,75 €

L'assemblée générale constate que le dividende unitaire, pour l'année 2017, est de 4,65 € (*) par action.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2014	9,23 € par action (*)	4 322 824 €
2015	9,52 € par action (*)	4 458 644 €
2016	5,76 € par action (*)	2 697 667,20 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

V. — RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bati Lease SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2 « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant les règles de provisionnement des créances impayées et l'abondement exceptionnel eu mécanisme de couverture du risque.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— La note 3 « Méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à l'amortissement comptable des immeubles en crédit-bail immobilier ainsi que ceux temporairement non loués.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes, et nous nous sommes assurés de leur correcte application :

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable, correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes :

Marcq en Barœul, le 24 mai 2018,
KPMG Audit Nord,
Patrick Lequint,
Associé,

Villeneuve d'Ascq, le 24 mai 2018,
Mazars,
Cécile Fontaine,
Associée.

VI. — RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social au 7, rue Philippe Noiret, 59817 Saint André Cedex.